

PHILIPPINES

APERÇU DU COMMERCE

Le gouvernement Aquino a vu sa stabilité se renforcer sensiblement au cours des douze derniers mois. Les pressions des extrémistes de droite comme de gauche ont diminué, ce qui a permis au gouvernement de se consacrer davantage à ses réformes et, notamment, de poursuivre avec succès son programme de démantèlement des monopoles qui existaient dans des industries clés et de faire certains progrès au chapitre de la privatisation des avoirs et de la conversion de la dette en prises de participation. Néanmoins, la réforme agraire demeure un domaine controversé où aucun progrès notable n'a été enregistré jusqu'ici.

Le PNB a connu un taux annuel de croissance de plus de 6 %, le plus élevé jamais atteint au cours des dix dernières années, mais cette poussée est encore largement imputable aux dépenses à la consommation. Toutefois, l'investissement national et étranger est passé de 180 millions \$ US en 1986, à 400 millions \$ US en 1987, et, selon les prévisions, devrait atteindre 1 milliard \$ US en 1988. Après une année de quasi-stabilité des prix, l'inflation atteint maintenant 9 %. Le taux d'intérêt est actuellement de 16 %, soit une hausse de 3 % par rapport à 1987. Suite aux fortes pressions exercées par le FMI, le gouvernement des Philippines poursuit son effort de libéralisation des importations. Les exportations ont connu une forte augmentation au cours des neuf premiers mois de 1988 (5,1 milliards \$ US), mais les importations se sont accrues encore plus rapidement (6,1 milliards \$ US), ce qui a accentué le déficit commercial. Les réserves de devises étrangères ont connu des fluctuations inquiétantes, passant de 2 milliards \$ en décembre 1987 à 1,6 milliard \$ (deux mois d'exportations seulement) neuf mois plus tard. La dette extérieure continue de paralyser l'économie philippine, absorbant 40 % du budget du gouvernement et près de la moitié des recettes d'exportation pour le seul service de la dette.

Les Philippines doivent toujours faire largement appel à l'aide étrangère. Outre l'aide financière de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, et celle consentie dans le cadre de programmes bilatéraux habituels, les principaux donateurs envisagent de mettre sur pied un nouveau programme d'aide multinational, doté d'un budget annuel de plus d'un milliard \$ US. Les Japonais sont sur le point de lancer, par l'entremise du Fonds de coopération économique avec l'étranger (OECF), un nouveau programme de prêts concessionnels d'une valeur de plus de 800 millions \$ US.